

« Nous ne sommes pas en crise, nous sommes en mutation »



DR

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, l'économiste Michel Godet publie, avec Alain Lebaube et Philippe Ratte, « La France des bonnes nouvelles » (éditions Odile Jacob, 2012), dix-huit histoires qui donnent envie de vivre et de conquérir l'avenir. Un ouvrage « anti-sinistrose », préfacé par Michel Rocard, qui relate plusieurs défis lancés à la dureté des temps, au conservatisme national et au pessimisme ambiant.

Publier un ouvrage intitulé « La France des bonnes nouvelles » en pleine crise, n'est-ce pas une provocation ?

J'explique pour rire que « La France des mauvaises nouvelles » aurait pris plusieurs tomes, mais on l'a tous les jours dans les médias, alors que celle des bonnes nouvelles tient en un tome... Regardez tout simplement autour de vous, dans les autres pays ! Vous constaterez alors qu'en France, nous pleurons la bouche pleine, avec un niveau de vie parmi les plus élevés au monde. Il a augmenté de 50 % depuis 1980, tandis que l'espérance de vie a crû de quarante-quatre ans depuis 1900 et devrait encore gagner cinq ans d'ici à 2030. Mieux : les années gagnées sont des années en bonne santé, puisque l'âge moyen des personnes dépendantes sera de 84 ans pour les hommes en 2040, contre 79 aujourd'hui, et de 88 ans pour les femmes, contre 84 à présent... Si cela, ce n'est pas une première bonne nouvelle !

Nos acquis vont-ils résister à la crise ?

Demain, notre bouche sera moins pleine, donc nous pleurerons moins. Et c'est tant mieux. Nous ne sommes pas en crise, nous sommes en mutation. Une crise, c'est un mauvais moment à traverser, puis ça repart. Une mutation, c'est comme si l'on passait de chenille à papillon : un autre monde. Ceux qui refusent de changer, dans un monde qui change, disparaissent.

Vous exaltez un certain bonheur de vivre dans cette France des territoires ?

Dans la France d'en bas, celle des territoires, des entreprises et des villes plutôt petites et moyennes, le bonheur de vivre paraît plus accessible que dans les grandes métropoles

urbaines, à commencer par la Région parisienne. Dans cette dernière, les conditions de vie (coût du logement, temps de transport, sécurité des biens et des personnes, bruits et nuisances...) se sont singulièrement dégradées par rapport aux autres régions, qui du même coup paraissent plus attractives. Les plus aisés se dirigent vers le Sud-Est et les autres vers le Grand Ouest ou la région Centre selon leurs origines mais aussi leurs revenus. Des entreprises performantes à l'échelle mondiale comme Michelin, basée à Clermont-Ferrand, Legrand à Limoges, et Airbus à Toulouse montrent qu'il n'y a pas de fatalité à la concentration géographique des activités, et que le mythe de la taille critique fait aussi partie des exceptions françaises. Pourquoi continuer à concentrer tout sur Paris et l'Île-de-France ? Montréal, Bruxelles ou Barcelone et Munich sont aussi des métropoles de réputation mondiale tout en restant de taille plus humaine et plus facile à vivre. Ni les infrastructures ni les technologies ne font la différence. Celle-ci provient des hommes porteurs de projets dans des territoires de confiance et d'harmonie sociale où les inégalités ne sont pas trop fortes, et où la sécurité des biens et des personnes est assurée autant que les liens.

Des histoires que vous racontez, lesquelles vous ont le plus marqué ?

Celle de Pierre Choux, ancien éducateur de rue devenu, à Dijon, entrepreneur du groupe Id'ées. Chaque année, par l'accompagnement ultrapersonnalisé dans les secteurs marchands (tri sélectif, restauration collective, déménagements, rénovation de logements), il remet dans le circuit du travail un millier de personnes déclarées « inemployables » par

Propos recueillis par
Bruno Cohen-Bacrie
cohenbac@free.fr

Michel Godet

est professeur au Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire de prospective stratégique. Il est aussi membre de l'Académie des Technologies. Il s'est associé à 14 autres « *conspirateurs du futur porteurs d'autant de bonnes nouvelles* » pour montrer que l'avenir est toujours à construire malgré les handicaps de naissance et de circonstances.

On peut consulter le site :
<http://www.lapropective.fr>

Pôle Emploi. Celle de Jean-Pierre Gorges, député et maire de Chartres (Eure-et-Loir), qui a transformé sa ville en métropole d'équilibre, plébiscitée pour la qualité de ses services. Et cela en baissant chaque année les impôts depuis dix ans sans augmenter la dette, c'est-à-dire à l'inverse des gestions publiques connues depuis un demi-siècle. On peut également citer Jacques Bachmann, patron de Noremat, entreprise qui emploie 200 personnes dans le fauchage des bas-côtés routiers. Il nous enseigne comment créer un service d'intérêt général à partir d'une réponse imaginative à des besoins délaissés. On peut enfin citer Rodolphe Carle et son frère Édouard qui ont lancé, avec la société Babilou, des crèches pour les collectivités et les entreprises. On en compte 200 aujourd'hui, qui accueillent près de 10 000 familles et emploient 3 000 salariés en CDI. Une place dans leur crèche privée revient deux fois moins cher à la collectivité qu'une place dans le public !

Il faut manifestement agir et réussir surtout pour être réélu(e) ou parce que la maison brûle. Ne conduit-on pas trop souvent le citoyen aux urnes ?

Les temps politiques (celui des échéances électorales et des jeux de pouvoir), économiques (des financiers, de la rentabilité la plus élevée) et surtout des médias (l'instantané éphémère de l'info) sont beaucoup trop courts face aux changements éducatifs, socioorganisationnels et environnementaux. Cela renvoie à des questions de « gouvernance » (cumul des mandats, succession de mandats électifs et démission de la fonction publique, de ceux qui font de la politique leur métier) ! En France, il faudrait réformer son mode de pensée et de fonctionnement centralisé et colbertiste qui conduit à vouloir imposer d'en haut des projets à la société plutôt que de promouvoir une société de projets. C'est par le levier des projets et la force des liens que les hommes retrouveront un sens à la vie qui donne envie de se lever le matin.

“ *Demain, notre bouche sera moins pleine, donc nous pleurerons moins. Et c'est tant mieux.* ”

Comment doit se faire le partage de l'effort entre les riches et les pauvres ?

Il y a un grand cliché qu'il faut effacer définitivement : on dit qu'il y a aujourd'hui 8 millions de « pauvres » en France, qui gagnent moins de 60 % du revenu médian. Mais si l'on double le revenu de tous les Français, mécaniquement, on ne diminue pas le nombre de pauvres ! Le niveau de vie des habitants a augmenté de 50 % depuis les années 1980. Il va falloir partager les richesses naturelles avec le reste de la planète, relever de vrais défis énergétiques : on pleurera donc moins ! Il faut également améliorer l'efficacité de la dépense publique : on ne doit pas confondre service public et statut public des agents qui le rendent. Dans les administrations, le cumul des congés et des RTT (58 jours à l'équipement !), gonflé par un absentéisme croissant (20 jours par an dans les collectivités territoriales en 2010 contre 17 jours en 2002) pose la question de l'efficacité décroissante des services publics. Aujourd'hui, il y a une moitié de la France qui ne pense qu'à une chose : poser ses heures de travail autour de ses jours de congé. On a trop d'exceptions françaises, et il faut arrêter de penser qu'on est les seuls à avoir raison : quand on a une bonne idée, en général d'autres l'ont eue et ça marche déjà quelque part ; quand on a une idée que l'on croit bonne et qu'on est les seuls à l'avoir, c'est qu'elle n'est pas si bonne que cela.

Quelles sont finalement vos raisons d'espérer ?

Les crises sont porteuses d'espoir. Celle-ci annonce l'arrivée d'un monde nouveau, avec des centaines de millions de personnes dans le monde qui se rapprochent de notre niveau de vie. Cette crise est aussi une crise du sens : le niveau de vie en France ne cesse d'augmenter, mais les gens se déclarent plus malheureux. Comme disait mon grand-père, nous pleurons la bouche pleine. La crise va recréer des liens entre les hommes, de la solidarité. Pour survivre, nous n'avons pas d'autre choix que de nous unir. ■

**Voir aussi
en Tribune
management p. 45**